

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS162/8
26 juillet 2000

(00-2783)

Original: espagnol

ÉTATS-UNIS – LOI ANTIDUMPING DE 1916

Communication du Mexique

La communication ci-après, datée du 24 juillet 2000, adressée par la Mission permanente du Mexique au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande du Mexique.

La présente communication a pour objet d'exprimer la profonde préoccupation du gouvernement mexicain devant la façon dont a été traité le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire "États-Unis – Loi antidumping de 1916" (plainte du Japon) et qui est décrite dans la communication du Président dudit groupe spécial (WT/DS162/7).

Pour les raisons exposées ci-dessous, le Mexique estime que l'omission des sections descriptives du rapport du Groupe spécial et le fait d'avoir distribué une partie seulement de celui-ci constituent des actions contraires au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends:

- a) L'article 15:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends établit clairement que les rapports se composent tant de sections descriptives que de constatations et conclusions et pas seulement de ces dernières. Cette même notion se retrouve aussi dans l'Appendice III du Mémorandum d'accord.
- b) L'article 17 du Mémorandum d'accord précise que les procédures d'appel concernent le "rapport d'un groupe spécial". En l'espèce, il a seulement été fait appel de la section du rapport du Groupe spécial contenant les constatations et les conclusions. Les droits des tierces parties s'en trouveraient compromis en cas d'appel.
- c) Autoriser que les rapports soient divisés et distribués en différentes parties porterait gravement atteinte à diverses dispositions du Mémorandum d'accord, en particulier aux articles 15:1, 15:2, 17:4 et 17:6.
- d) Avoir séparé les sections descriptives du rapport d'un groupe spécial est contraire à la pratique suivie au GATT et à l'OMC elle-même et constitue une violation de l'article XVI:1 de l'Accord sur l'OMC.

Les dispositions susmentionnées sont des dispositions de fond et ne peuvent être modifiées par les Membres qui sont parties à une procédure déterminée ni par les groupes spéciaux.

D'autre part, publier la partie du rapport contenant les constatations et les conclusions sans que le rapport final soit prêt est contraire aux "procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents", qui prévoient que les rapports des groupes spéciaux resteront en distribution restreinte jusqu'à ce qu'ils soient distribués aux Membres. Dans la présente affaire, puisque le rapport final du Groupe spécial n'a pas encore été remis, il n'y a pas de raison de publier uniquement la partie contenant les conclusions et les constatations.